

# Comment l'invasion russe en Ukraine a déstabilisé le marché du blé

Toujours disponible en Europe, l'ingrédient de base du pain et des pâtes subit une explosion de ses tarifs mondiaux à cause du conflit russo-ukrainien et de la reprise économique post-covid. Gare à la flambée des produits finis !

Article réservé aux abonnés



«Heureusement, les silos en Belgique sont encore bien approvisionnés», commente Nicholas Courant, porte-parole de Fevia. - Bruno LEVESQUE/Belga



Par **Jean-Luc Bodeux (/19603/dpi-authors/jean-luc-bodeux)** et **Julien Bosseler (/3279/dpi-authors/julien-bosseler)**

Publié le 14/03/2022 à 17:03 | Temps de lecture: 5 min

**A**vec la guerre en Ukraine, « le grenier de l'Europe », et le boycott des produits russes, une question taraude le consommateur : aura-t-on encore du blé en suffisance dans les semaines à venir, que ce soit du blé tendre pour la panification ou du blé dur pour les pâtes ? On peut répondre par l'affirmative, car l'Union européenne exporte largement plus qu'elle n'importe, du moins pour le blé tendre, soit environ 17,8 millions de tonnes exportées pour 1,7 million de tonnes importées. Il y a donc suffisamment de réserves dans l'Union européenne, principalement en France, 6e producteur mondial. Pour le blé dur, c'est différent, avec près d'un million de tonnes importées pour 600.000 exportées.

« Heureusement, les silos en Belgique sont encore bien approvisionnés pour le moment, ce qui donne aux entreprises un peu de temps pour chercher d'autres fournisseurs », commente Nicholas Courant, porte-parole de Fevia, la fédération de l'industrie alimentaire belge (<https://www.fevia.be/fr>). Il suffira de se tourner vers notre voisin, mais les besoins belges ne sont pas énormes à l'échelle européenne. La Belgique importe par exemple 6.300 tonnes de blé tendre, alors

que c'est 324.000 pour l'Espagne et 580.000 pour l'Italie. Et le filon russe et ukrainien n'est pas notre priorité, car il existe un certain protectionnisme de l'Union européenne.

« Il est par ailleurs très difficile pour l'Europe d'importer des céréales d'Amérique du Nord ou du Sud, notamment parce que la réglementation sur les pesticides n'y est pas conforme aux normes européennes », poursuit Nicholas Courant.

« L'association européenne du commerce des céréales, la Coceral (<http://www.coceral.com/>), demande, à ce titre, à la Commission d'ajuster ses règles pour les six prochains mois, pour des raisons d'urgence, afin que le blé et le maïs puissent également être importés d'Amérique du Nord et du Sud. »

## **Cela va durer**

C'est donc du côté du prix que cela va faire mal

([https://www.lesoir.be/429686/article/2022-03-13/le-prix-du-pain-va-augmenter?](https://www.lesoir.be/429686/article/2022-03-13/le-prix-du-pain-va-augmenter?referer=%2Farchives%2F recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2Bdesc%26word%3Dpain%2Bukraine)

[referer=%2Farchives%2F recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2Bdesc%26word%3Dpain%2Bukraine](https://www.lesoir.be/429686/article/2022-03-13/le-prix-du-pain-va-augmenter?referer=%2Farchives%2F recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2Bdesc%26word%3Dpain%2Bukraine)), car les céréales sont vendues selon un cours mondial, lié notamment à l'offre et à la demande. Et comme un quart de la production mondiale de blé provient d'Ukraine et de Russie, qu'il y a embargo pour les Russes et que le port d'Odessa, première porte de sortie d'Ukraine, est bloqué ou risque d'être détruit dans les jours à venir, cela joue évidemment, et cela va durer.

Entre début janvier et mi-février, le prix moyen se situait à 270 euros/tonne pour le blé, alors qu'un an et demi plus tôt, on était à moins de 170 euros la tonne ! Le premier jour de l'invasion, le cours du blé a battu son record historique sur le marché européen, à 316 euros la tonne. Vendredi dernier, on était passé à 394 euros la tonne. Et cela continue au-delà de 410-440 euros aujourd'hui.

Le problème de cette flambée des prix ne concerne d'ailleurs pas que le blé, puisque l'Ukraine est un gros producteur de tournesol mais aussi de maïs, ce pays étant la principale source d'approvisionnement de l'Union européenne. Sans parler des tarifs de l'énergie et des engrais, avec des hausses encore plus flamboyantes... Tout cela se répercutera inévitablement sur le prix du pain.

Certains pays ont du souci à se faire à moyen terme. C'est notamment le cas de l'Égypte, premier importateur mondial de blé. 50 % de sa demande est achetée à l'étranger, dont 70 % en Ukraine et en Russie. Le pays peut encore tenir neuf mois,

grâce à un plan de stockage de blé et à sa production locale, dont la récolte est attendue au printemps. Plusieurs autres pays du pourtour méditerranéen et du Moyen-Orient connaissent une situation similaire. C'est le cas de l'Algérie, de la Tunisie ou encore du Yémen. Et comme un nuage n'arrive jamais seul, on annonce cette année des pertes significatives de production en Chine et au Canada, dues aux mauvaises conditions climatiques.

Les céréales, à l'instar des aliments pour le bétail, étaient d'ailleurs en hausse bien avant la guerre en Ukraine, depuis le deuxième semestre 2020 en fait, en raison de la reprise économique mondiale et de l'augmentation de toute une série de facteurs (énergie, engrais, emballages). Et l'avenir n'est pas rose puisqu'il y a fort à craindre que la future récolte 2022 en Ukraine soit réduite, voire nulle, pour cause de guerre. La spéculation ne fera donc que croître.

### **« Des gens en profitent pour... se faire du blé »**

Albert Denoncin, président de la Fédération francophone de la boulangerie (<https://www.frboulpat.be/>), décrit très bien cette situation : « En ce moment, plus aucun meunier ne peut donner de prix fermes pour les huit jours à venir. Le marché est en proie à d'incessantes variations des cours mondiaux. En bourse, des gens profitent de l'instabilité due à la guerre pour spéculer et... se faire du blé. »

Dans l'Union européenne, on sait très bien que cette guerre et les mesures prises contre la Russie vont frapper toute l'économie agroalimentaire. « Les conséquences de cette agression russe auront un impact majeur sur notre secteur agroalimentaire, et ce sera douloureux, mais nous devons supporter cette douleur », a déclaré Michael Scannell, haut fonctionnaire du département Agriculture de la Commission européenne, le 28 février. Un sentiment partagé par les eurodéputés.

Alors, faut-il produire plus de blé en Europe ? Invité lors de la récente assemblée générale de l'Union des Agricultrices wallonnes, Thierry Pouch, économiste, responsable du service études-références-prospective à la chambre d'agriculture de France, avait expliqué que certains pays en font une priorité : « La Russie se veut conquérante à l'export, vers l'Égypte notamment, et écarte progressivement la France et les USA. La Roumanie se fait également une place de choix sur le marché algérien au détriment de la France. L'agriculture est bel et bien au cœur de la géopolitique. C'est un levier de puissance que la Russie a renforcé grandement ces dernières années. Pour affaiblir un adversaire, on affaiblit son agriculture. L'Europe, avec son "green deal" qui estime qu'il y a compatibilité entre

environnement et agriculture, est à la croisée des chemins. Si on l'applique tel que souhaité, il y aura diminution de la production, des exportations et des revenus, et augmentation des importations. »

Une question de choix majeur qui pourrait faire réfléchir vu les circonstances actuelles.

## **Divers critères jouent sur le prix du blé**

Par [Jean-Luc Bodeux \(/19603/dpi-authors/jean-luc-bodeux\)](#)

Comme pour n'importe quelle marchandise, de multiples facteurs affectent le marché des céréales. La météo joue un rôle important. Même si le blé est une céréale résistante, des sécheresses ou des inondations importantes pourront affecter négativement l'offre, ce qui tend à accélérer le processus de récolte/production de tous les produits du blé, et augmente par conséquent son prix sur le marché.

Mais ce n'est pas tout : le développement des échanges mondiaux et la spécialisation des zones de production ont une influence forte sur la fixation du prix du blé dans nos pays. La guerre en Ukraine rappelle d'ailleurs que la loi de l'offre et de la demande constitue un autre critère fondamental pour le prix fixé dans les principales bourses cotées aux contrats à terme sur le blé : le Chicago Board of Trade (CBOT) et le NYSE Euronext (à Rouen, par exemple). Les prix à terme sur le blé sont indiqués en USD (dollar américain) et en centimes (USD) par boisseau.

Les nouvelles technologies agricoles peuvent également affecter le prix de négociation du blé puisque les coûts de production peuvent varier en fonction de la méthode de récolte. Les changements dans la demande et les prix des marchandises concurrentes, telles le maïs et le riz, ont aussi une influence directe sur le prix du blé.

**En magasins: «Le prix du pain risque de doubler dans les deux mois»**

Les supermarchés rassurent : la flambée des cours du blé n'aura pas d'effet sur le ticket de caisse. Du moins à court terme. Mais pour les mois à venir, c'est l'incertitude et l'inquiétude qui guettent les consommateurs.



A quand le pain à 5 euros? La boulangerie, comme d'autres secteurs de la transformation alimentaire, ne pourra plus tenir longtemps sans répercuter ses hausses de coûts sur ses clients. - Dominique Duchesnes



Journaliste au service Economie

Par **[Julien Bosseler \(/3279/dpi-authors/julien-bosseler\)](#)**

Publié le 14/03/2022 à 16:59 | Temps de lecture: 3 min

**R**ien à signaler, du moins à court terme. C'est, en résumé, ce que répondent les principaux acteurs de la grande distribution quand on les fait parler de la répercussion de l'envolée des cours du blé, liée à la guerre en Ukraine, sur les prix à la consommation. Et pour cause... « Nous sommes protégés par les contrats annuels avec nos fournisseurs, tant pour les prix que pour l'approvisionnement », explique Nathalie Roisin, porte-parole de Colruyt Group. Chez Aldi, Jason Sevestre avance le même argument. En conséquence, dit-il, « nous nous attendons à des prix stables et des volumes garantis ». Lidl enfonce le clou : « La situation par rapport aux prix est stable. Il n'y a pas d'augmentation à prévoir à court terme », selon Julien Wathieu.

Les fournisseurs doivent pourtant se sentir bousculés... Pourtant, « nous n'avons à ce stade pas de retour de leur part », déclare Delhaize, via Karima Ghazzi. « Mais nous sommes conscients du potentiel de la problématique. Nous restons en contact permanent avec nos fournisseurs et nos producteurs pour nous assurer d'obtenir à terme les mêmes volumes et les mêmes produits. » C'est que les contrats annuels prévoient une certaine flexibilité en cours de route. Toutefois, « il est difficile de se prononcer pour les mois qui arrivent », concède Lidl, tout comme Aldi et Colruyt Group.

**📖 À lire aussi** | [Pourquoi la bière va très probablement coûter plus cher](https://www.lesoir.be/424684/article/2022-02-16/pourquoi-la-biere-va-tres-probablement-couter-plus-cher)  
(<https://www.lesoir.be/424684/article/2022-02-16/pourquoi-la-biere-va-tres-probablement-couter-plus-cher>).

Il nous revient en tout cas que la situation ukrainienne, intervenant dans le sillage inflationniste de la crise du covid, renforce la tension entre producteurs et distributeurs, encore pour partie en négociations sur les contrats annuels. Avec des répercussions sur les prix ? Si oui, lesquelles ? « Pas de commentaire », réplique Nele Van Malderen, directrice de la communication de La Lorraine, poids lourd belge de la boulangerie-pâtisserie. « Mais l'énorme augmentation des tarifs du blé et de l'énergie ne laissera pas d'autre choix à notre secteur que de le répercuter sur ses clients », à savoir les distributeurs.

### **Les pâtes aussi**

Plus loquace, Albert Denoncin, président de la Fédération francophone de la boulangerie, s'inquiète « du prix de la farine qui augmente tous les jours, tant et si bien qu'il est dur de calculer un prix de revient acceptable pour les huit jours à venir ». Avec cette perspective inquiétante : « Si nos coûts en matières premières et en énergie ne baissent pas, nous finirons par être obligés de répercuter ces hausses sur nos prix de vente. Le prix du pain risque de doubler dans les deux mois. » Le tarif moyen du pain blanc de 800 g, qui s'est déjà renchéri en moyenne de 30 cents entre fin décembre et début janvier, pourrait ainsi passer de 2,50 euros à 5 euros.

**📖 À lire aussi** | [Le prix du pain a déjà bel et bien gonflé](https://www.lesoir.be/419739/article/2022-01-24/le-prix-du-pain-deja-bel-et-bien-gonfle)  
(<https://www.lesoir.be/419739/article/2022-01-24/le-prix-du-pain-deja-bel-et-bien-gonfle>).

Le pain ne serait pas le seul aliment touché par la guerre entre l'Ukraine et la Russie. « Pour les produits contenant des matières premières provenant de ces deux pays, il y aura un impact sur les consommateurs. La question, c'est quand et à quel niveau », avertit Nicholas Courant, porte-parole de Fevia. Sont concernés, outre le pain, l'huile de tournesol et les produits qui en contiennent (des sauces, des pâtes à tartiner, certains biscuits et des pommes de terre transformées). Et les pâtes, bien sûr.

Un grand acteur préférant la discrétion confesse n'avoir jamais connu en 25 ans une telle situation, pas même en 2007-2008 : « Ici, toutes les matières premières flambent en même temps. » Seule issue : demander plus cher aux distributeurs qui

choisiront « de répercuter plus ou moins ce que nous aurons obtenu comme augmentation ».

On voit donc assez mal comment les consommateurs échapperaient, à terme, aux conséquences du conflit russo-ukrainien sur leur ticket de caisse.